

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 146 (2001)
Heft: 6-7

Artikel: La Géorgie dans l'œil du cyclone. 3e partie
Autor: Razoux, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346149>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Géorgie dans l'œil du cyclone (3)

A l'heure où la nouvelle administration américaine s'interroge sur sa stratégie dans le Caucase et où la Géorgie s'apprête à fêter le dixième anniversaire de son indépendance, le pays, plus fragilisé que jamais, semble au bord de l'implosion. Seule l'autorité chancelante de son président usé lui confère encore un semblant d'unité. Qu'advient-il lorsque Edouard Chevardnadzé disparaîtra? Largement ignorée des médias, la situation en Géorgie témoigne à la fois des nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les républiques issues de l'ancienne Union soviétique, mais aussi des tentatives de certains Etats cherchant à imposer leur influence.¹

■ Pierre Razoux

Une société bloquée

Malgré les déclarations optimistes censées rassurer les Occidentaux et donner le change aux Russes, le gouvernement géorgien semble donc aujourd'hui dans le plus grand désarroi. Un nombre de plus en plus important de Géorgiens s'expa-

trient; le nombre de décès dépasse désormais celui des naissances et l'espérance de vie n'atteint pas les 65 ans; 60 % de la population vivrait en dessous du seuil de pauvreté. Le gouvernement n'a plus le contrôle de la totalité de son territoire; certains observateurs estiment même que son pouvoir se limite désormais à la seule région de Tbilissi! Cette spirale infernale obère les chances de décollage

économique du pays. Plus grave encore, elle aboutit à la démotivation et à la désillusion complète de la jeunesse du pays.

La situation demeure d'autant plus incertaine que le Kremlin, qui détient sans conteste les cartes maîtresses dans cette partie inégale, semble se satisfaire du gel de la situation, préférant un *statu quo* confortable à un déblocage incontrôlable. Edouard Chevardnadzé semble avoir expérimenté à ses dépens la fable de l'arroseur arrosé: il a cru pouvoir se jouer du pouvoir russe après en avoir été l'une des principales figures, mais il a finalement été rattrapé par le système qui, désormais, se joue de lui. Sa succession n'est toujours pas évoquée. Dans ce climat délétère, certains Cassandre n'hésitent pas à brandir le spectre d'une nouvelle guerre civile, rappelant le terrible précédent de 1991-1993. D'autres évoquent la possibilité d'un coup de force qui porterait au pouvoir un nouvel homme fort. Quoi qu'il en soit, la Géorgie est désormais au pied du mur; elle n'a plus d'autre alternative que de débloquer une situation dont la pérennisation achèverait de l'étouffer. Tel est le défi de la jeune génération qui commence

Le GUUAM

Au printemps 1996, la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie ont créé un groupe d'Etats, une sorte de «club» informel, pour tenter de résoudre à plusieurs leurs difficultés communes d'ordres politique, économique, écologique et sécuritaire. En 1999, l'Ouzbékistan a rejoint cette alliance informelle résolument tournée vers l'Occident, qui cherche à instituer une zone de libre échange économique, permettant de s'affranchir de la tutelle monopolistique de Moscou, mais aussi de promouvoir un corridor de transport eurasiatique (TRACECA). Ce «club» ne constitue donc en aucun cas une alliance militaire, même s'il existe un projet de création d'un bataillon multinational de maintien de la paix et si certains Etats tentent de l'utiliser pour définir des mécanismes conjoints de règlement des différends et de lutte antiterroriste. En l'absence d'institutions bien établies, l'avenir du GUUAM reste incertain à partir du moment où le Kremlin y est clairement hostile et où certains Etats membres cherchent à y imposer leurs intérêts au détriment de ceux de leurs partenaires.

¹ Voir RMS, avril et mai 2001.

à accéder aux postes-clés, dix ans après l'indépendance du pays.

Au mois d'octobre 2000, le président Chevardnadzé a prononcé un discours au cours duquel il a défini sa «vision stratégique pour un nouveau millénaire» fondée, dans cet ordre-là, sur les notions d'indépendance, de sécurité, de liberté individuelle, d'unité nationale, de prospérité, de respect des lois du marché, puis enfin de paix... Il a réaffirmé le caractère purement défensif de sa politique étrangère et la volonté de son pays de vivre en harmonie avec l'ensemble de ses voisins, soulignant que la Géorgie ne nourrit aucune revendication territoriale à leur égard.

■ **Résoudre le conflit abkhaze.**— Rien ne changera véritablement tant que le conflit abkhaze n'aura pas trouvé une solution acceptable pour les deux parties. Les Géorgiens seront sans doute contraints d'accepter une Abkhazie très autonome, sans doute à travers un lien fédéral, voire confédéral. De ce point de vue, on peut s'interroger sur la pertinence du maintien du «Groupe des amis» et sur la plus-value d'un Représentant spécial contesté en coulisses par l'ensemble des parties. Le retrait de la MINUOG ne pourrait-elle pas engendrer un choc salutaire qui mettrait les protagonistes au pied du mur?

■ **Redresser la situation économique.**— Les tentatives de résolution des conflits internes n'auront de chances réelles d'aboutir que si elles sont accompagnées d'un réel décollage

économique. Dans ce domaine, les possibilités de la Géorgie sont importantes. Le niveau d'éducation est très élevé. Le seuil d'autosuffisance alimentaire pourrait facilement être atteint si le secteur agricole était géré de manière plus rationnelle. Le secteur industriel pourrait, quant à lui, être aisément reconverti dans la production de biens de consommation. La beauté et la variété des paysages, la richesse du patrimoine historique et culturel offrent des possibilités de développement touristique exceptionnelles. Et le pays dispose des principaux outils pour s'ériger en pôle régional d'excellence dans le domaine des services, à condition toutefois de réformer profondément les secteurs bancaires et administratifs. Signe encourageant, le taux de croissance pour l'année 1999 a atteint 3% et les prévisions pour l'année 2000 tablent sur 4%. Ces résultats s'expliquent par les bonnes performances du secteur agricole, malgré une sécheresse exceptionnelle qui a causé la perte d'une partie de la récolte, nécessitant l'intervention d'un plan d'urgence de la FAO. Ils s'expliquent également par la vente de chasseurs bombardiers *Sukhoï-25* et par une aide financière significative allouée par le FMI et la Banque mondiale.

■ **Clarifier les relations avec l'OTAN, l'Europe et la Russie.**— A l'heure où le soutien américain semble moins assuré que par le passé², la Géorgie doit faire preuve de davantage de pragmatisme à l'égard de la Russie et de beaucoup plus de transparence à l'égard de l'Eu-

rope, si elle veut convaincre les capitales européennes de l'aider davantage. La Géorgie doit en effet prendre conscience du caractère irréaliste d'une éventuelle adhésion à l'OTAN, en tout cas à court ou à moyen terme. Le fait de participer de plus en plus activement aux divers exercices du Partenariat pour la paix renforce certes sa crédibilité, mais ne saurait équivaloir à l'octroi de véritables garanties de sécurité en cas d'agression extérieure. La Géorgie doit donc tenter de résoudre par la voie de la négociation les différends qui l'opposent à la Russie. Il lui faudra donc arrêter de jouer au chat et à la souris pour accepter des compromis avec le Kremlin, sans doute sur la question des bases et des réfugiés tchéchènes, afin d'espérer en retour pouvoir résoudre ses conflits internes. L'histoire montre qu'un pays peut être indépendant même s'il accueille des bases étrangères sur son territoire.

Dès lors, la difficulté principale consistera à restaurer des liens de confiance et de coopération équilibrée avec la Russie. La tâche implique que les autorités russes fassent preuve de psychologie, faisant en sorte de préserver l'illusion d'une totale indépendance de la Géorgie. C'est sans doute là que l'Union Européenne a un rôle pédagogique à jouer, en s'efforçant de convaincre Moscou de l'absence de menace que pourrait engendrer une Géorgie naturellement attirée par le modèle occidental, en lui montrant tout l'intérêt qu'elle pourrait retirer d'un partenariat économique renouvelé avec les Etats de Transcau-

² L'équipe du président Bush semble très proche du lobby pétrolier américain qui ne manque pas de souligner la rentabilité douteuse du projet d'oléoduc Bakou-Ceyhan, lui préférant l'option iranienne.

casie et avec l'Europe. Les autorités européennes disposent en effet d'arguments convainquants (pressions économiques, financières et diplomatiques), à condition d'être sous-tendus par une réelle volonté politique.

■ **Réformer l'Etat et les institutions.**— La Géorgie pourrait utilement rééquilibrer le jeu institutionnel des pouvoirs actuellement déséquilibré entre un Président tout puissant et des parlementaires qui passent le plus clair de leur temps à intriguer pour constituer des coalitions toujours éphémères, sans jamais s'attaquer aux véritables problèmes domestiques. L'Etat doit se donner les moyens d'endiguer une corruption qui sape l'ensemble de la société et qui décourage les investisseurs européens. Le rapport de la commission anti-corruption doit donc être suivi d'effets. Le gouvernement, qui fait face à des contraintes budgétaires de plus en plus sévères, doit surtout mener à bien la réforme ébauchée dans le domaine de la défense.

Pour l'aider à mener à bien cette tâche ambitieuse, l'*Internal Security Advisory Board (ISAB)* présidé par un général britannique en retraite (Sir Garry Johnson) épaulé par un amiral français (Michel Debray), a conduit un audit complet des forces de défense géorgiennes et a rendu en mai 2000 un rapport qui propose un nombre important de réformes concrètes : réduction des effectifs, suppression d'une brigade, amélioration de la mobilité et du C⁴I, mise en place d'un plan de motivation des cadres, définition d'une stratégie cohérente. Un tel projet télescope les intérêts

catégoriels de la vieille garde hostile à toute réforme. Il nécessite un vivier d'officiers d'états-majors formés aux méthodes occidentales. Il serait donc très opportun que les armées occidentales offrent davantage de formations adaptées à des stagiaires militaires géorgiens, ce qui implique l'acceptation d'un effort financier accru de leur part.

■ **Faire évoluer les mentalités.**— Mais la condition cardinale pour mettre en œuvre ces réformes consiste avant tout à faire évoluer les mentalités. Depuis toujours, l'imaginaire collectif géorgien se nourrit d'une renaissance médiévale idéalisée qui débouche sur une société paternaliste et clanique, tout en développant une aspiration mercantiliste souvent confondue avec une notion orientale du «sponsoring». L'identité géorgienne ne parvient que très difficilement à se donner des références contemporaines. S'ils veulent séduire les Européens et apaiser les Russes, les Géorgiens doivent désormais faire œuvre de pragmatisme et de réalisme, sans pour cela renoncer à leurs traditions ou leurs racines. Ils doivent à la fois cesser de comparer l'Occident à un Eldorado virtuel et cesser de diaboliser un espace russe dont ils restent culturellement proches. Il leur faut comprendre que l'adhésion à un espace de prospérité européenne ne se décrète pas, mais se mérite en vertu de critères objectifs dans lesquels la passion et le romantisme n'ont (malheureusement?) plus de prises.

Pour conclure ce panorama forcément incomplet, il convient de rappeler trois échéan-

ces : le mandat d'Edouard Chevardnadzé s'achèvera en 2005 et celui-ci ne se représentera plus ; si l'on en croit de nombreux experts, le président russe Vladimir Poutine se serait donné quatre ans pour reforcer les instruments de puissance d'un Empire russe renaissant de ses cendres ; s'il est construit, l'oléoduc Bakou-Ceyhan ne sera pas en mesure de générer des bénéfices substantiels capables de soutenir le décollage économique de la Géorgie avant la fin de ce même laps de temps. Les quatre prochaines années seront donc décisives pour la survie de la Géorgie en tant qu'Etat démocratique, indépendant et souverain.

P. R.

■ Assatiani, N.; Bendianichvili, A.: *Histoire de la Géorgie*. Paris, L'Harmattan, 1997.

Beroutchachvili, N.; Radvany, J.: *Atlas géopolitique du Caucase*. Paris, Presses de l'INALCO, 1996.

■ O'Ballance, Edgar: *Wars in the Caucasus, 1990-1995*. Londres, Macmillan, 1997.

Gachechiladze, Revaz: *The New Georgia - Space, Society and Politics*. Londres, UCL Press, 1995.

■ Hunter, Shireen: *The Transcaucasus in Transition - Nation-Building and Conflict*. Washington, Center for Strategic and International Studies, 1994.

■ Chervonnaya, Svetlana: *Conflict in the Caucasus - Georgia, Abkhazia and the Russian Shadow*. Glastonbury (Royaume-Uni), Gothic Image, 1994.